La Commune

Collants, lingerie et licenciements

lingerie et licenciements | Editorial

Pendant la course à la Présidentielle, les plans de licenciement tombent comme feuilles d'automne. Les collants Well filent vers l'Asie, laissant 300 licenciés sur le carreau au Vigan, dans le Gard ; l'entreprise de chaussures de luxe Stéphane Kélian (groupe Smalto) prévoit la fermeture de l'usine de Romans entre février et juillet 2008, soit 103 licenciements. Dans la Vienne, " plan social " à Aubade, lingerie fine bien connue : 180 ouvrières menacées. Qu'on ne s'imagine pas que ces licenciements massifs ne concerneraient que des petites et moyennes entreprises : le géant Thomson veut jeter dehors la moitié des 636 salariés de son usine de Genlis, en Côte d'Or, ainsi que les 600 salariés de son site d'Angers, où il compte arrêter la production des téléviseurs au 31 décembre 2008. Un autre géant, Airbus, a annoncé sa décision de réduire de 80% le nombre de ses sous-traitants et de passer ainsi de 3000 à ... 500 entreprises sous-traitantes ! On pourrait continuer la liste des fermetures d'entreprises et " plans sociaux " sur plusieurs pages. On comprend pourquoi, ces derniers mois, les manifestations se multiplient dans nombre de villes en France : le 3 novembre à Charleville-Mézières contre la désertification industrielle des Ardennes, à Quimperlé, Finistère, le 25 novembre, contre les milliers de suppressions d'emplois, etc. Dans ces conditions, et alors qu'un récent sondage indique que l'" *emploi est la principale préoccupation des Français* ", comment mettre un coup d'arrêt à cette déferlante destructrice ? Y aurait-il un espoir du côté des candidats à la Présidentielle de 2007, du moins ceux de la gauche parlementaire ? Nous ne partageons pas la vision de ceux qui nous présentent Ségolène Royal comme la Pimprenelle du Poitou, Bécassine ou autres personnages de basse-cour. Il est faux de prétendre qu'elle n'aurait ni idées ni programme. En matière de licenciements et d'emploi, elle a déjà annoncé la couleur. Elle propose, comme un " *juste deal* " aux entreprises " *une plus grande flexibilité contre davantage de sécurité dans l'emploi* " (débat organisé par le magazine patronal britannique *The Economist* et l'Institut Montaigne, club de capitalistes " éclairés " créé par Claude Bébéar, patron d'Axa, en novembre 2005). Et, preuve qu'il n'y a pas d'inconstance chez elle et qu'elle a de la suite dans les idées, elle développe ce qu'elle entend par " *sécurité pour les salariés* " à plusieurs reprises, en particulier le 11 juin 2006 à l'émission de F3 Poitou-Charentes, " Place publique " : " *Il s'agit de faire en sorte que, lorsqu'un salarié perd son emploi, entre le moment où il perd son emploi et le moment où il retrouve un emploi, on lui maintienne son salaire et son droit à la formation professionnelle* ". Et, à la question : " I*l faut donner aussi un peu plus de flexibilité au travail, à la scandinave ? Vous citez souvent Tony Blair, voire les Suédois* ", Madame Royal répond : " *Mais ils ont fait les deux. Ils ont donné de la sécurité aux salariés et ils ont donné de la souplesse à l'entreprise* ". Ainsi, elle se prononce tout simplement pour la " Sécurité sociale professionnelle ", serpent de mer de la direction confédérale de la CGT, lancé sur la place publique au 48e Congrès et qui n'est pas autre chose qu'une utopie réactionnaire permettant d'accompagner les " plans sociaux ". Cette idée, que la candidate du PS s'approprie, permet d'associer les organisations syndicales aux licenciements. Il se trouve qu'un autre candidat se revendique de cette idée de " Sécurité sociale professionnelle ". Il s'agit d'un certain Sarkozy, qui lui aussi veut, dit-il, " *concilier libéralisme et protection* ". Décidément, pour mettre un coup d'arrêt aux licenciements, les travailleurs ne peuvent compter que sur le " Tous ensemble ".

Modifié le mardi 28 novembre 2006

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n’aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n’aura été aussi fort comme en atteste l’explosion de l’abstention ouvrière...

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d’une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de...

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face...

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)1 a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ».

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé...

Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire...